

Les effets nets sur l'emploi des investissements directs à l'étranger dépendent de la façon dont se comporte chaque investisseur et de la mesure dans laquelle ces investissements contribuent à la croissance économique dans le pays d'accueil ainsi qu'aux relations commerciales entre les deux pays. Ces questions ont fait l'objet de nombreuses études s'agissant des investissements américains au Mexique dans la foulée des négociations sur l'ALENA. Les hypothèses retenues voulaient qu'un accroissement des investissements américains au Mexique aurait pour effet d'augmenter les exportations américaines de biens d'équipement et de produits intermédiaires vers ce pays. De plus, une hausse des investissements américains et étrangers au Mexique y stimulerait l'activité économique et la demande en produits importés, augmentant en retour les exportations américaines vers le Mexique. Les investissements des États-Unis dans ce pays pourraient aussi faciliter l'accès aux ressources mexicaines, intrants de qualité pour les fabricants américains.⁹

La situation macro-économique et les facteurs politiques propres à un pays influent sur l'opinion publique quant aux investissements directs extérieurs. Par exemple, après l'entrée en vigueur de l'Accord de libre-échange Canada—États-Unis, les médias ont commencé à surveiller la situation de l'emploi avec vigilance, scrutant les investissements extérieurs et les fermetures d'usines et les pertes d'emplois au Canada qui censément en résultaient. Comme il est difficile de reconnaître les emplois créés ou préservés grâce aux investissements extérieurs, les résultats visibles des politiques qui apparaissent négatifs auront une influence sur l'opinion publique. De plus, le taux de chômage d'un pays aura une incidence sur la visibilité des politiques en matière d'investissement à l'étranger. Les investissements extérieurs préoccupent moins le public dans les pays où règne le plein emploi que dans ceux où le chômage est élevé. Dans ces derniers, on craindra que l'investissement direct à l'étranger vienne réduire le niveau potentiel et la croissance de l'emploi. Un rajustement structurel, comme il peut se produire après un changement dans la composition de la main-d'oeuvre intérieure sous l'effet des investissements extérieurs, est d'autant plus difficile à surmonter au plan économique et politique qu'une économie est loin du plein emploi. Compte tenu du taux de chômage élevé au Canada et des inquiétudes qui se font jour quant à sa composante structurelle, le grand public pourrait se méfier des politiques favorisant l'investissement direct à l'étranger.

Les politiques qui favorisent ou découragent l'investissement direct à l'étranger, supposant qu'il soit un adjuvant à l'emploi intérieur ou s'y substitue, doivent tenir

⁹ Diverses recherches ont tenté de quantifier les effets de l'ALENA sur l'emploi [p. ex., United States International Trade Commission, *The Likely Impact on the United States of a Free Trade Agreement with Mexico*, USITC Publications n° 2353 (février 1991) et Brown, D., A. Deardorf et al., *An Assessment of Extending NAFTA to Other Major Trading Countries in South America*, 1994]. Ces études empiriques concluent en général que l'Accord aura des effets positifs, mais négligeables, sur l'emploi. On n'a pas réussi à démontrer de quelle manière particulière l'ALENA modifiera l'investissement direct à l'étranger et à en estimer les effets indirects sur l'emploi.